

Burundi : la mise en oeuvre de la feuille de route est "mitigée"

Arrib News, 31/10/2013 – Source Xinhua Au Burundi, la mise en œuvre de la feuille de route vers les élections de 2015 est mitigée parce qu'il n'y a pas d'infrastructures et structures pour sa mise en application, a déclaré vendredi à Bujumbura l'expert international burundais en médiation et gestion des conflits, Gérard Nduwayo. M. Nduwayo, qui intervenait dans un café politique organisé par l'ONG burundaise "Initiative et Changement Burundi" (ICB) à l'intention des acteurs des hauts responsables des formations politiques et des organisations de la société civile sur l'évaluation de la feuille de route vers les élections de 2015, a estimé que ces manquements sont notamment dus à l'absence d'un plan de mise en oeuvre, d'un comité de suivi opérationnel et d'un chronogramme avec des deadlines et des indicateurs de suivi. Selon lui, il faut conduire de manière inclusive le processus du projet de révision de la Constitution pour que la feuille de route, convenue depuis sept mois, soit mise en oeuvre. Cela signifie que ce projet devrait recueillir le consensus de tous les acteurs politiques nationaux, a-t-il fait remarquer. Ce projet, a-t-il ajouté, devrait profiler à l'horizon des institutions rassurantes pour toutes les composantes politico-ethniques de la nation burundaise. L'expert Nduwayo a affirmé également que certaines insuffisances en matière d'assainissement de l'environnement sécuritaire, pourraient avoir plané sur l'exécution de la feuille de route. Cet environnement sécuritaire, a-t-il souligné, serait lié aux manipulations politiciennes au niveau de certains mouvements de jeunesse affiliés à quelques formations politiques. Pour M. Nduwayo, un assainissement politique à l'intérieur des formations politiques reconnues par la loi est une solution appropriée pour enrayer des situations de crispation entre acteurs politiques burundais. D'après l'expert Nduwayo, la mise en oeuvre de la feuille de route vers les élections de 2015, aurait échoué aussi par le manque d'ouverture de l'espace politique. En effet, a-t-il expliqué, des séquelles ont subsisté au niveau de la classe politique et de la société civile, car, "les relations entre la population et les institutions ne sont pas encore au beau fixe". Il a indiqué toutefois que la définition de la feuille de route vers les élections de 2015 aura été l'expression d'un bon point de départ parce que les différents acteurs politiques s'étaient accordés de se mettre ensemble pour dessiner l'avenir du Burundi, notamment la perspective vers un scrutin libre, démocratique, apaisé et transparent. Il a relevé ce qu'il a qualifié d'"avancées notables", surtout en matière d'administration des élections. Pour lui, le large consensus au niveau des acteurs politiques obtenu en mai dernier, en ce qui concerne notamment les dispositions relatives au bulletin unique, la combinaison des scrutins et la participation soutenue des mandataires politiques, sont des éléments pertinents pour rassurer sur une possibilité de cheminer au futur vers un processus électoral transparent à l'horizon 2015.